

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 350 du 08.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Qui, en dehors des criminels, célèbrent un crime ?

60 ans de crimes permanents, ne sont pas une raison pour une célébration mais plutôt une raison d'avoir honte et de se repentir.

Il y a 60 ans,

nous étions agriculteurs, enseignants, travailleurs, commerçants, menuisiers, chauffeurs et poètes

maintenant, ils nous font passer pour des "terroristes".

Mais au moins, nous, les "terroristes", combattons contre le crime tandis que les Sionistes aux yeux bleus sont le crime, ces 60 ans de crime!

Les 6 guerres?

les 4 millions de réfugiés?

les 3 millions de personnes occupées?

les 1,5 millions d'otages enlevés?

les 254 km de mur d'Apartheid?

les 562 checkpoints d'humiliation?

les 20,000 prisonniers politiques?

les 468,831 nouveaux colons sur un territoire occupé?

La disparition de la Palestine?

Le refus des droits de l'homme, des droits nationaux, des droits historiques, des droits politiques des Palestiniens?

L'importation de 4 millions d'imposteurs sur une terre volée, qui n'a jamais été la leur?
60 ans de misère, de privation et ou de nettoyage ethnique?

Que célèbrent-ils ?

La publication d'une résolution des Nations Unies qui, de toute façon, n'était pas contraignante, ce qui leur a permis de rester

ou le refus d'environ 40 autres résolutions qui étaient, elles, contraignantes, mais qui leur demandaient de partir ?

Que célèbrent-ils ?

Les massacres de Deir Yassin, Sabra et Chatilla, Jénine et Gaza?

Raja Chemayel

<http://www.ism-suisse.org/>

Palestine - 08-05-2008

Sommaire

Qui, en dehors des criminels, célèbrent un crime ?

Tiré à part

Chaque année, l'Indépendance d'Israël est fêtée selon le calendrier hébraïque le 5 Iyar.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Silvia Cattori : Quand les médias dominants diront-ils enfin la vérité sur Israël ?

1-2 Cent personnalités britanniques ont déclaré : [Nous n'allons pas célébrer le 60ème anniversaire d'Israël.](#)

2 Les brèves

2-1 Un congrès national à l'occasion de la 60ème commémorations de la Nakba palestinienne.

2-2 Activités de solidarité avec les Palestiniens interdites en Jordanie.

3 Dossier

3-1 Dossier de Pierre Stambul : Il y a 60 ans, la Naqba.

3-2 Point de vue de Seymour Alexander : "Non : nous ne célébrerons pas l'anniversaire de la création d'Israël !"

3-3 Point de vue de leh An-Noami, : 60 ans après sa création, Israël cherche toujours la légitimité.

3-4 Point de vue de Felicity Arbuthnot * : Du Nil à l'Euphrate : les « victimes d'une carte de géographie ».

3-5 Point de vue de Michèle Sibony : L'anniversaire de la création d'Israël : Célébrer et continuer la conquête.

3-6 Point de vue de T. Hocine : Soixante ans après la création d'Israël : Les mêmes crimes.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Les musulmans en Europe affirment leur soutien au peuple palestinien et son droit légal au retour.

4-2 60e anniversaire d'Israël - 21915 ballons noirs sur Jérusalem.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Michèle Sibony : Véritable opération de blanchiment de l'histoire contre le peuple Palestinien.

Tiré a part

Chaque année, l'Indépendance d'Israël est fêtée selon le calendrier hébraïque le 5 Iyar.

En 1948, c'était un 14 mai. Cette année, le 5 Iyar tombant un shabbat, les célébrations ont été déplacées au jeudi 8 mai (3 Iyar).

Rachel Samoul

Service d'Information

www.ambisrael.be . . , . . .

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Silvia Cattori : Quand les médias dominants diront-ils enfin la vérité sur Israël ?

Silvia Cattori Le 8 août 2003.

Mur de séparation ethnique et désinformation

Au moment où Israël, soutenu par les gouvernements occidentaux, s'apprête à célébrer avec faste le sixième anniversaire de sa création (*), et alors que les Palestiniens, bouclés dans des ghettos, n'ont jamais été aussi opprimés, nous rediffusions un article, écrit en août 2003, qui conserve, malheureusement, toute son actualité.

L'Etat d'Israël a été fondé, en 1948, sur un crime que les victimes palestiniennes ont appelé "Nakba", "catastrophe". Cela s'est traduit par l'expulsion brutale de près de 90% des natifs palestiniens hors de chez eux. Nous pensons qu'il n'y aura aucune paix possible aussi longtemps qu'Israël ne reconnaîtra pas ses torts et ne rendra pas aux Palestiniens ce qu'il leur a extorqué par la force durant ces soixante années.

Alors que la situation des Palestiniens s'est dangereusement aggravée, du fait de l'étranglement maintenu par l'occupant israélien, nos gouvernements devraient avoir la décence de refuser de participer à ces célébrations. Et les journalistes devraient avoir enfin l'honnêteté de dire la vérité sur l'apartheid pratiqué par Israël vis-à-vis des Palestiniens, et de la répéter jusqu'à ce qu'une solution conforme au droit international soit apportée à cette tragédie.

Nous ne devons jamais cesser de chercher l'humaine réalité.

Quand on découvre le degré de confusion dans lequel la désinformation a plongé les gens, dans les pays occidentaux, sur la guerre que livre Israël contre le peuple palestinien, on a de quoi s'inquiéter de l'efficacité de la propagande répandue par les autorités israéliennes et leurs relais.

Or, si les journalistes avaient gardé une équidistance par rapport aux parties en cause, relaté les faits en toute objectivité, systématiquement rappelé cette chose simple : que les Palestiniens sont victimes d'une immense injustice qui demande réparation - l'arrivée massive sur leur terres d'immigrants de confession juive qui les ont graduellement chassés, persécutés, massacrés en toute impunité - nous n'en serions peut-être pas là.

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire, ni d'être pro-israélien ou pro-palestinien. Il s'agit simplement de savoir reconnaître la vérité des faits et de l'assumer humainement pour rendre justice aux victimes palestiniennes de l'oppression d'Israël, comme on a rendu justice, hier, aux victimes des crimes nazis (dont les Palestiniens ne sont en rien responsables).

Israël, fort de ses services de propagande et de renseignements – services qui infiltrent, manipulent, corrompent, tissent des réseaux secrets - a su asseoir son pouvoir sur l'information avec une efficacité redoutable. Répercuter tout ce que cet allié des Etats-Unis décrète et répand est de bon ton dans les rédactions. Par contre, dénoncer ce qui l'incrimine gravement n'est pas convenable.

Dans le respect de la vérité et de la justice, les citoyens doivent exiger des journalistes qu'ils cessent de les intoxiquer en rapportant les informations biaisées que les agents de communication, liés aux pouvoirs politiques et militaires dominants, ont pour métier de répandre. Israël et son influent « lobby » sont l'un de ces pouvoirs de manipulation et d'intoxication. Pouvoirs qui savent se faire craindre et que par conséquent, peu osent affronter ou contredire.

C'est à force de tromperies et de servilité que certains journalistes obtiennent leurs galons et bâtissent leur carrière. Or, quand les médias nous livrent une information falsifiée ou expurgée, ce n'est pas sans graves conséquences pour les peuples concernés. Ils privent la société d'une connaissance précieuse pour la compréhension des faits et la possibilité d'agir, de secourir les victimes, quand il est encore temps. Les Palestiniens ont déjà trop souffert ; ils ne peuvent plus attendre dix ans, vingt ans.

Nous sommes catégoriques : les journalistes portent une lourde responsabilité dans le pourrissement d'une situation qui fait l'affaire d'Israël et pénalise les Palestiniens.

Depuis des décennies les grands médias occidentaux, fortement influencés par la propagande militaire israélienne et les organisations juives dans le monde, s'ingénient à accréditer l'idée qu'Israël serait "menacé par les Arabes et les musulmans".

Des personnes de confession juive, partout dans le monde, se disent constamment menacées dans leur intégrité. Leurs dires sont tout à fait fantaisistes, mais n'en exercent pas moins une intense pression sur les gouvernements, les médias, l'opinion.

De leur côté, des journalistes et des groupes de pression ouvertement pro-israéliens, n'ont pas cessé d'exploiter la souffrance générée par l'holocauste et d'agiter le spectre de l'antisémitisme pour culpabiliser ceux qui demandent justice pour les Palestiniens victimes, à leur tour, d'épuration ethnique, de ghettoisation.

Or, quand on découvre l'étendue des persécutions qu'Israël a infligées aux Palestiniens depuis 1948, on demeure stupéfait par cette distorsion de la vérité. Pourquoi, depuis soixante ans, nous a-t-on parlé avec une telle insistance des victimes juives du nazisme alors qu'on passait sous silence les victimes palestiniennes des persécutions israéliennes ? Pourquoi deux poids deux mesures ?

Israël, et ses indéfectibles relais, nous ont toujours donné une version totalement faussée de ce qui se passe au Moyen Orient. Les campagnes qui présentent constamment les personnes de confession juive en victimes, ont pour but d'étouffer toute critique à l'encontre de l'État d'Israël ; un État, qui, peu le savent, s'est créé sur de nouvelles injustices : les massacres, la déportation des Palestiniens, l'épuration ethnique qui se poursuit. Israël a toujours justifié ses annexions de terres palestiniennes, ses tueries de civils, ses destructions de villes et villages arabes, ses assassinats « extra judiciaires », en prétextant qu'ils étaient « nécessaires à sa sécurité ».

Or, si l'on visite le Moyen Orient, on a vite fait de s'apercevoir que c'est l'État d'Israël - l'unique pays de la région qui possède des armes de destruction massive - qui a créé un climat d'insécurité et de désolation, également pour ses voisins syriens, libanais, irakiens.

Depuis que l'Etat d'Israël a été fondé en 1948 - sur les terres palestiniennes, sur la Palestine - il s'est attaché à construire une image négative de l'Arabe et du musulman. Les prétendus « terroristes » qu'il s'agit « d'éradiquer » selon Israël, tout comme les prétendues armes de destruction massive en Irak, qu'il s'agissait de « démanteler » selon les Etats-Unis, ont pour but inavoué, inavouable, d'affaiblir l'adversaire pour mieux l'écraser. Sans la complaisance des médias qui maintiennent le monde dans l'ignorance, cela ne serait pas possible.

C'est ainsi qu'Israël a pu mettre en place - sans susciter de réaction majeure des pays réputés « démocratiques » - un des pires systèmes d'apartheid. Tout, il peut tout se permettre : forcer les Palestiniens à vivre dans des ghettos surpeuplés, construire un mur immonde d'apartheid au travers de paysages bibliques sacrés que les Palestiniens n'avaient jamais osé toucher.

Israël, qui dispose d'une des premières armées du monde, n'avait bien évidemment pas besoin de ce mur pour sa « sécurité ». Ce mur de séparation ethnique, conçu de longue date, attendait son heure dans les tiroirs. Dès l'annonce de sa construction par le « socialiste » Ehud Barak - en ce funeste mois d'avril 2002 qui est devenu synonyme d'offensives meurtrières et de tragédies - il a obtenu l'appui de toutes les forces politiques israéliennes, camp de la paix inclus.

Israël a réussi son pari : mettre le monde devant un fait accompli. Le mur est là. Effrayant, indestructible. Ce mur de séparation ethnique - dont le tracé implique l'annexion de puits, la confiscation de terres, la déportation de villageois - affectera directement et durablement des millions de Palestiniens. Ces derniers, appuyés par le Mouvement de solidarité internationale ISM [1], ont multiplié conférences de presse et actions de résistance pacifique pour tenter d'attirer l'attention des journalistes internationaux basés en Israël et de l'Union européenne. Peine perdue. Ils se sont faits systématiquement brutaliser, jeter en prison, torturer, expulser par l'armée israélienne.

Il a fallu attendre une année et demie, le jour où Bush a admis que ce mur constituait « un problème », pour que les médias occidentaux consentent à révéler au monde un peu de sa dimension. Bush, sous la pression de M. Ariel Sharon, se rétractera quatre jours plus tard. Or ce mur, qui emprisonnera les Palestiniens dans des ghettos infâmes, crée un obstacle de plus sur la voie de la paix ; car l'espoir des stratèges du « grand Israël » qui l'ont conçu est d'arriver, avec le temps, à rendre impossible toute reconnaissance des droits des Palestiniens à retourner sur leurs terres.

Si le monde a finalement pu se représenter ce qu'est physiquement ce mur dit de « sécurité », ses implications réelles sur la vie des Palestiniens restent largement incomprises. A cause du langage utilisé. Les auteurs de cette nouvelle atteinte à la légalité internationale se sont arrangés à présenter la construction de ce mur honteux de façon qu'il apparaisse comme un « mal nécessaire ». Or ce mur, qui sépare les Palestiniens des Israéliens, officialise objectivement la ségrégation ethnique et rend encore plus précaire la vie des Palestiniens.

Voilà où l'asservissement des principaux moyens d'information aux pouvoirs économiques et politiques conduit le monde. À justifier les crimes d'Israël et les mesures d'enfermement illégales des Palestiniens qu'il met en place. A donner l'illusion d'informer sur ce qui se passe en Palestine, alors que la réalité est totalement travestie.

Si les correspondants occidentaux avaient révélé les nouvelles injustices que ce mur honteux allait imposer aux Palestiniens, Israël n'aurait peut-être pas pu l'ériger. Lorsqu'il en a annoncé le projet, il s'était attendu à de vives réactions ; le silence de l'Occident lui a donné carte blanche.

C'est ainsi que, fort de cette impunité, en mars 2003, M. Sharon a modifié le tracé de ce mur de façon à annexer plus de terres et de colonies que prévu initialement. Peu après, conforté par l'indifférence du monde, il a encore annoncé l'ajout d'un mur supplémentaire qui enfermerait la Cisjordanie en entier. Les colonies, toutes illégales, qui sont la racine de tous les maux - soit quelque 450'000 nouveaux colons illégaux - sont les premières bénéficiaires de ces conquêtes territoriales.

Il y a des êtres de grande probité qui payent de leur vie leur volonté de dire au monde les horreurs dont ils sont les témoins. Témoins que l'armée israélienne - très soucieuse de son image - chasse sauvagement, assassine, jette en prison.

Israël qualifie toute personne qui dénonce ses crimes, comme « une menace pour sa sécurité ». Je songe ici à ces photographes et cameramen palestiniens pour commencer, qui ont à cœur de nous informer honnêtement et de témoigner de la souffrance de leur peuple au risque de leur vie.

Leurs images, si difficilement arrachées, sont le plus souvent expurgées, voire dénaturées, par nos journalistes qui ne nous les montrent, du reste, qu'au compte gouttes, préférant se servir des films fournis par les services de propagande militaire israéliens.

Ces reporters, ont été les meilleurs alliés des internationaux de l'ISM, présents comme eux, depuis mars 2002, sur ces lieux où l'armée israélienne mène des offensives particulièrement meurtrières. Ces hommes et femmes qui, par leur seule présence, caméra au poing, défient l'armée israélienne, méritent toute notre estime.

Chacun de nous se souvient de Raffaele Ciriello, ce photographe italien qu'un soldat israélien a délibérément tué à Ramallah, au début de l'offensive militaire de mars 2002 [2] ; une offensive meurtrière toujours en cours, qui n'épargne pas ceux d'entre les journalistes étrangers qui veulent franchir le blocus militaire israélien pour entrer dans les quartiers palestiniens que l'armée israélienne a décrété « zones militaires ».

Silvia Cattori Le 8 août 2003.

[1] Voir le site de l'ISM : <http://www.palsolidarity.org/>

1-2 Cent personnalités britanniques ont déclaré : Nous n'allons pas célébrer le 60ème anniversaire d'Israël.

Voir cette video : If Americans Knew Video seen by half a million people on youtube
<http://www.youtube.com/watch?v=vnWjYHP91gA>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Un congrès national à l'occasion de la 60ème commémorations de la Nakba palestinienne.

L'association des "professeurs des universités" a annoncé la poursuite de ses préparatifs pour tenir le congrès de l'entente nationale, le 15 mai prochain, à Gaza pour commémorer la 60ème occasion de la (Nakba) du peuple palestinien, sous le slogan " transformez la commémoration de la Nakba à une journée de l'unité nationale".

Il est prévu que le mouvement du Hamas, du Fatah et du Djihad islamique vont participer à un congrès national, pour la première fois depuis, depuis les événements de Gaza, le 14 juin 2007.

L'association a envoyé une invitation au secrétaire général du front démocratique, Nayef Hawatma, pour participer au congrès, tout en disant que tous les palestiniens à Amman, Beyrouth, Damas, Ramallah, Al-Nassera et à Gaza vont participer à ce congrès et que les secrétaires généraux des factions palestiniennes vont donner des discours des lieux de leurs séjours.

Les organisateurs du congrès ont déclaré que le mouvement du Hamas, la direction du front démocratique, le front populaire et le mouvement du Djihad islamique ont affirmé et annoncé leur participation, tout en indiquant qu'ils coordonnent avec la direction du mouvement Fatah en Cisjordanie et la bande de Gaza, ainsi que le bureau du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour participer à ce congrès.

Le président de l'organisation, Houssam Adwan, a exprimé son espoir que ce congrès va conduire à un dialogue palestinien général pour finir les désaccords palestiniens internes.

Gaza – CPI

2-2 Activités de solidarité avec les Palestiniens interdites en Jordanie.

Le gouverneur de la capitale jordanienne Amman a refusé la demande du parti du travail islamique d'organiser, vendredi prochain, un festival populaire à l'occasion de la 60^{ème} commémoration de la grande catastrophe (Nakba) du peuple palestinien. Le responsable du dossier palestinien au bureau exécutif du parti, Hekmat Al-Rawasheda, a critiqué ce refus en exprimant, dans une déclaration de presse publiée par le site internet du parti, son étonnement envers la décision du gouverneur d'Amman et du gouvernement jordanien d'interdire ces activités.

Il a ajouté que le refus de ces activités sert l'ennemi sioniste. Il a attaqué la position du gouvernement jordanien (inconstitutionnel) envers les activités qui visent à rappeler la 60^{ème} commémoration de la catastrophe (Nakba) du peuple palestinien, au moment où ce même gouvernement permet à l'ambassade sioniste à Amman de célébrer la commémoration de l'occupation sioniste en Palestine.

Il est à noter que le gouvernement jordanien a interdit au mouvement islamique d'organiser des activités de solidarité avec le peuple palestinien, notamment avec les habitants de la bande de Gaza qui vivent sous un sévère blocus sioniste.

[07/05/2008 - 13:00]

Amman – CPI

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Dossier de Pierre Stambul : Il y a 60 ans, la Naqba.

Les Israéliens parlent de l'indépendance d'Israël, proclamée le 14 mai 1948 et aussitôt entérinée par l'ONU. Pour les Palestiniens, c'est la Naqba, la catastrophe, la destruction de leur société et de leurs villages suivie de l'exil de la grande majorité de la population.

Aujourd'hui, il y a environ 5 millions de Juifs et 5 millions de Palestiniens qui vivent entre Méditerranée et Jourdain. Les premiers ont un Etat dit « Juif » et occupent 90% de l'espace. Les seconds connaissent marginalisation, discriminations, assassinats « ciblés », misère et privation des droits élémentaires. 60 ans après la Naqba, des millions de Palestiniens sont toujours réfugiés, dispersés dans des camps du Proche-Orient, voire exilés plus loin.

60 ans après, les Palestiniens continuent de payer pour un crime européen : le génocide nazi. 60 ans après, c'est l'impunité d'Israël malgré les violations constantes du droit qui permet la poursuite de la destruction de la Palestine. Une injustice majeure a été commise : un nettoyage ethnique et l'expulsion de tout un peuple de sa

terre. Il n'y aura pas de paix sans réparation et cette paix devra reposer sur les droits fondamentaux qui s'imposent à tou-te-s.

Une rencontre improbable

Beaucoup de guerres trouvent leurs racines dans l'histoire ancienne et proviennent de la manipulation de la mémoire, de l'identité ou de la souffrance. Celle-ci ne fait pas exception.

Cette guerre est née de la rencontre improbable entre un peuple autochtone (le peuple palestinien) et des communautés juives (dispersées mais organisées autour d'un projet politique, le sionisme) qui ont eu recours au colonialisme pour conquérir un pays et s'y imposer.

L'histoire de la Palestine ancienne repose en partie sur les mythes bibliques. Ce qui est avéré, c'est qu'un peuple y a vécu (les Hébreux) mais jamais seul, toujours aux côtés d'autres peuples : Iduméens, Moabites, Philistins, Cananéens. Les Hébreux avaient une grande singularité : une religion monothéiste (la religion juive). Au départ de la guerre actuelle et du conflit des « légitimités », il y a la destruction du deuxième temple en 70 après JC. Les historiens divergent sur la suite. Pour certains, les Juifs se sont répandus dans le monde entier, mais cette dispersion (« diaspora ») ne pouvait être que provisoire et il était « normal » qu'ils effectuent un jour ou l'autre leur « retour ». Cette interprétation est très discutable.

C'est la religion qui s'est largement répandue. Les Juifs d'aujourd'hui sont largement les descendants de Berbères, Espagnols, Allemands, Khazars convertis au judaïsme et les Palestiniens sont un peuple autochtone, descendant de ceux qui sont restés en Palestine après la destruction du temple.

L'histoire des Palestiniens est celle des autres peuples de la région. Occupation romaine puis Byzantine. Lors de la conquête arabe, la langue et la culture s'imposent. La majorité de la population devient musulmane avec une minorité chrétienne. Au XVI^e siècle, la Palestine devient une province ottomane et elle le restera jusqu'en 1918. Existe-t-il UN peuple Juif ? Les Juifs du Maghreb, ceux de l'ex-empire russe ou ceux du Yémen n'ont pas grand-chose à voir entre eux. Il y a pour les Juifs dispersés une communauté de destin liée à la religion. Il y a le souvenir mythifié d'un passé idéalisé et une prière (« l'an prochain à Jérusalem ») qui n'a jamais été une aspiration à recréer un quelconque royaume. Les Juifs ont appris à vivre ou à survivre dans une situation de minorité. S'ils avaient un statut en pays musulman, ils ont subi en pays chrétien une longue suite de discriminations et de persécutions. L'antijudaïsme chrétien a produit l'interdiction de posséder la terre, l'enfermement dans le ghetto, les expulsions (la plus importante étant celle d'Espagne) et les pogroms. Quand l'émancipation des Juifs a commencé en Europe, cet antijudaïsme s'est transformé en antisémitisme racial, le Juif personnifiant pour les différents nationalismes l'obstacle à la création d'états « ethniquement purs ». C'est dans ce contexte qu'est apparu le sionisme.

Le projet sioniste

C'est un projet multiforme. Il a un côté nationaliste. Alors qu'à la fin du XIX^e siècle, les nationalismes explosent, à contre courant de la majorité des Juifs de l'époque qui entrevoient leur émancipation dans celle de l'humanité toute entière, le sionisme élabore toute une série de « mensonges fondateurs ». Il théorise le « complexe de Massada », l'idée que l'antisémitisme est inéluctable, qu'il est vain de le combattre et que la seule issue est de fuir et de créer un Etat Juif. Il crée une notion revisitée de « peuple juif » avec une nouvelle langue (l'Hébreu) se substituant aux langues de la diaspora.

Alors que la grande majorité des dirigeants sionistes ne sont pas croyants, les sionistes s'emparent du récit biblique pour revendiquer un prétendu retour en terre promise et la reconstitution d'une nation (le « royaume unifié » dont l'existence n'est pas avérée). La Palestine est présentée comme une « terre sans peuple pour un peuple sans terre ».

Comment conquérir un pays ? Le sionisme a incontestablement un aspect colonialiste. Depuis plus d'un siècle, la même stratégie s'applique : s'emparer des terres, institutionnaliser le fait accompli, marginaliser le peuple autochtone, détruire son organisation sociale, expulser, repousser la frontière. En Palestine, comme dans les pays voisins, existait une communauté juive qui vivait sans heurts avec les Palestiniens d'autres religions. C'est la colonisation sioniste et la volonté de créer un Etat Juif qui déclenche dès les années 1930 le conflit actuel. La colonisation de la Cisjordanie entreprise après 1967 n'est pas un accident de l'histoire. Elle est la suite logique des terres palestiniennes confisquées après la Naqba et de la destruction des villages.

Le sionisme affirme offrir un « havre de paix » aux Juifs persécutés. Et pourtant, s'il y a un pays où les Juifs sont en insécurité, c'est bien Israël et c'est à cause d'un projet qui n'est pas seulement criminel pour les Palestiniens : il est aussi suicidaire à terme pour les Juifs israéliens.

Le sionisme n'est pas un projet religieux au départ, mais l'apparition après 1967 du courant « national-religieux » qui justifie annexion et expulsion au nom de Dieu complique le conflit.

Le sionisme a un côté messianique. Pour créer l'Israélien nouveau, il a fallu « tuer » le Juif, le cosmopolite, l'universel. Il a fallu éradiquer les « valeurs » de la diaspora pour fabriquer un homme nouveau et une nation militariste, impérialiste voire raciste, méprisant ou ignorant le peuple autochtone privé de droit.

Le sionisme a également transformé Israël en pion avancé de l'Occident et de l'impérialisme au Proche-Orient. Aujourd'hui, Israël reçoit une aide colossale publique et privée des Etats-Unis et en même temps, aucun dirigeant américain ne semble en mesure de s'opposer à une décision qui ferait consensus chez les dirigeants israéliens.

Le sionisme a gommé les différences idéologiques. Dans les faits, la « gauche » sioniste a toujours suivi la droite qui depuis près de 80 ans est pour le « transfert » : l'expulsion des Palestiniens au-delà du Jourdain.

Le sionisme utilise la peur comme un carburant : « les Israéliens ont peur de ne plus avoir peur ». Pour la propagande habituelle, toute contestation de la politique israélienne ne peut être qu'antisémite et vise à « jeter les

Juifs à la mer ». Cette instrumentalisation de l'antisémitisme et du génocide nazi (qui a permis la fondation de l'Etat d'Israël) se poursuit plus que jamais.

La paix passera par une sécularisation de la société israélienne, une « dé-sionisation » ou un dépassement du sionisme. Sans cela, ce seront les aventures militaires et les crimes de guerre sans fin.

La guerre de 48

L'ouverture des archives et le travail des « nouveaux » historiens israéliens sont venus conforter ce que les historiens palestiniens savaient depuis longtemps. Il n'y a plus de place au doute.

Tout d'abord, les années qui ont précédé la guerre ont été très défavorables aux Palestiniens : tandis que, depuis la déclaration Balfour, les Israéliens mettaient en place les instruments pour créer leur Etat, les Palestiniens ont été très affaiblis par la répression (de la part du colonisateur britannique) de la révolte de 1936. Ils ont eu beaucoup de morts, d'emprisonnés ou d'exilés.

Le partage de 1947 de la Palestine n'était pas seulement incompréhensible pour les Palestiniens (au nom de quoi les a-t-on amputés de leurs terres ancestrales ?), mais il était très inégalitaire : l'Etat juif prévu par la partition était plus grand que l'Etat palestinien alors que les Juifs étaient moins nombreux. Si 10000 Israéliens seulement vivaient dans l'Etat palestinien, plus de 400000 Palestiniens vivaient dans l'Etat juif. Au cœur de l'Etat palestinien, Jérusalem était internationalisé. Un tel partage était inacceptable. Il se faisait contre les Palestiniens. Pire, il préparait le départ des non-juifs du futur Etat juif. A contrario, l'acceptation du partage par la direction israélienne a été purement tactique, celle-ci se préparait à des conquêtes beaucoup plus importantes.

Cette guerre est présentée en Israël comme le combat de David contre Goliath, le « pauvre Israël » étant encerclé par des voisins hostiles. En réalité, il y avait un énorme déséquilibre en faveur des Israéliens. Ceux-ci ont au début du conflit 50000 hommes en arme contre à peine 10000 chez les Palestiniens. Et leur armement est beaucoup plus sophistiqué. De plus, aux côtés de l'armée israélienne et agissant de façon complémentaire, il y a les milices des futurs premiers ministres israéliens (l'Irgoun de Menahem Begin et le groupe Stern d'Yitzhak Shamir) qui n'hésitent pas à massacrer les civils.

Avant même le 14 mai, plus de 350000 Palestiniens ont déjà été chassés de chez eux. Plusieurs documents de la Haganah (l'armée « officielle » israélienne) montrent que l'expulsion a été intentionnelle. L'historien Ilan Pappé parle du plan Dalet qui a organisé ce nettoyage ethnique. Quand la propagande israélienne répète inlassablement que « les Arabes sont partis d'eux-mêmes » à l'appel de leurs dirigeants, il s'agit d'un mensonge fondateur destiné à masquer le crime qui s'est déroulé, il y a 60 ans.

L'aide internationale a été déterminante pour Israël qui a reçu pendant la guerre de grandes quantités d'argent et d'armes en provenance des Etats-Unis ou des pays de l'Est (Tchécoslovaquie, URSS). La « communauté internationale », malgré la guerre froide a trouvé un consensus facile : se débarrasser du problème juif (on est à une époque où des centaines de milliers de rescapés ne savent pas où aller, le Yiddishland a disparu) sur le dos d'un peuple innocent.

Le peuple palestinien a été trahi par les dirigeants des pays arabes voisins. Il n'y avait pas la moindre coordination entre les troupes irakiennes, syriennes, égyptiennes ou jordaniennes, chaque armée agissant pour son compte personnel. Pire, la Jordanie, qui avait l'armée la plus forte, avait un accord secret avec la direction sioniste. Elle ne s'est battue que sur le tracé de la frontière et sur la volonté israélienne de conquérir un territoire pour désenclaver Jérusalem. À la fin de la guerre, Jordaniens et Egyptiens se sont partagé les restes (la Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza), ravis de faire disparaître la Palestine.

Le bilan de la guerre de 48, ce sont 6000 morts israéliens et 13000 morts palestiniens. Mais ce sont surtout 800000 expulsé-e-s. Les villages ont été détruits et leur trace a souvent été effacée. Dès 1949, les terres des expulsé-e-s ont été confisquées. Israël a reconnu formellement le droit au retour des Palestiniens au moment des armistices de 1949, mais tout a été fait pour rendre impossible ce retour.

Les Palestiniens qui ont échappé à l'expulsion en 1948 forment aujourd'hui avec leurs descendants 20% de la population israélienne. Certains dirigeants israéliens regrettent « qu'on n'ait pas achevé la guerre de 48 », qu'on n'ait pas expulsé tous les Arabes. Dans un Etat qui se définit comme juif, les non-juifs sont des citoyens de seconde zone. De très nombreux emplois leur sont interdits. Ils ont connu la loi martiale. Ils subissent toute une série de discriminations. Le taux de pauvreté chez eux est beaucoup plus important que dans la population juive. Les Bédouins du Néguev dont les terres ont été volées vivent majoritairement dans des bidonvilles 60 ans après la Naqba.

Pourquoi la paix est-elle si lointaine ?

Le peuple palestinien est un peuple de réfugiés. Pendant des années, tout a été fait pour effacer son existence, pour le diluer dans le monde arabe, pour transformer le conflit israélo-palestinien en guerre israélo-arabe. La guerre de 1967 est un tournant. Le gouvernement travailliste de l'époque prend la décision immédiate de coloniser les territoires occupés. Pour y parvenir, les travaillistes ont fortement contribué à créer le courant national-religieux. Cette mouvance intégriste représente aujourd'hui 25% de la société israélienne. 40 ans plus tard, il y a 500000 Israéliens installés en territoire occupé. Il y a les colons religieux qui ont accaparé les terres, l'eau, les routes. Mais il y a aussi les colons économiques attirés par les loyers à bas prix. Les limites de Jérusalem se sont considérablement étendues. Les nouvelles colonies du secteur (sur les ruines d'anciens villages palestiniens dont celui de Deir Yassine) deviennent des quartiers et sont progressivement intégrées à Jérusalem. La frontière a disparu. La ligne verte (la frontière de 1949) a été effacée. Elle ne figure sur aucune carte ou aucun livre scolaire israéliens. C'est une véritable société d'Apartheid qui s'est instaurée en Cisjordanie, en toute impunité.

Après 1967, le mouvement national palestinien s'est structuré. Il a tout essayé. Des années de lutte armée ont été ponctuées par des revers militaires face à l'occupant mais aussi face à la Jordanie et la Syrie. L'OLP a été contrainte à l'exil. C'est l'Intifada qui a provoqué une mutation majeure. En 1988, l'OLP abandonne son ancienne revendication (« un seul état laïque et démocratique en Palestine ») et reconnaît Israël dans ses frontières d'avant 1967, en ne revendiquant plus qu'un Etat Palestinien sur 22% de la Palestine historique (les territoires occupés). A priori, le nettoyage ethnique de 1948 ne diffère pas fondamentalement de la conquête et des annexions de 1967. La seule différence, mais elle n'est pas mince, c'est que le droit international reconnaît le fait accompli en 1948, mais ne reconnaît pas celui de 1967. L'OLP a fait en 1988 une concession énorme dont les dirigeants israéliens auraient dû se saisir pour obtenir enfin leur reconnaissance et leur insertion au Proche-Orient. Jusqu'à l'assassinat de Rabin, on a pu croire qu'un tel processus aboutirait. Sauf que la nature de l'Etat d'Israël a radicalement changé après 1967. La colonisation des territoires palestiniens est devenue centrale dans le projet sioniste. Il est d'ailleurs significatif que Rabin lui-même a installé 60000 nouveaux colons entre les accords d'Oslo et son assassinat. Le rêve fou de faire venir tous les Juifs du monde entier en Israël a semblé possible avec la disparition de l'URSS.

Si les négociations avaient été basées sur le droit international et les droits fondamentaux, elles auraient dû aboutir rapidement. L'occupant ne l'a pas voulu. Il a sans arrêt mis en avant la question de la « sécurité de l'occupant ». Il a refusé de s'engager dans la fin de la colonisation, le démantèlement des colonies, la libération des prisonniers et le retrait des territoires occupés. Il a multiplié les actes criminels, les humiliations, les assassinats ciblés. Il a superbement ignoré toutes les résolutions internationales (comme celle qui proclame que la construction du mur est illégale). Dernier acte criminel en date : le siège de Gaza destiné à affamer un peuple dont le principal tort est d'avoir mal voté.

Après l'échec des négociations, les dirigeants israéliens et leurs alliés américains se sont acharnés à faire porter sur les Palestiniens la responsabilité de l'échec. Ils ont exigé des Palestiniens une capitulation sur leurs droits historiques et sur le droit international (en particulier le droit des réfugiés). En fait, ce sont les Palestiniens qui « n'ont pas de partenaire pour la paix ». Ils n'ont jamais rencontré de dirigeant israélien respectueux du droit. Depuis Oslo, les différents gouvernements israéliens ont tout fait pour poursuivre la colonisation et rendre impossible la création d'un Etat Palestinien digne de ce nom. Il n'y a donc aucune perspective à continuer de discuter sur les bases actuelles. Le processus issu de la conférence d'Annapolis est mort-né. Pour vraiment négocier, il faudra en revenir au droit.

Quelle issue ? Quelle solidarité ?

La paix basée sur l'égalité et la justice passe avant tout par la fin de l'impunité d'Israël. Il faut sanctionner ce pays tant que durera l'occupation. Il faut un boycott politique, économique, sportif, moral, à l'image de celui qui a fait plier le régime de l'Apartheid. Ce boycott est demandé par de nombreuses associations palestiniennes. Il faut en finir avec une impunité qui conduit à la perpétuation d'une politique criminelle. Plus de 15% des Israéliens vivent hors d'Israël. La plupart des Israéliens voyagent. L'économie israélienne est totalement insérée dans la mondialisation libérale. Il ne fait pas de doute qu'un boycott suivi et organisé serait en mesure de convaincre les dirigeants israéliens que la fuite en avant n'est plus possible. Dans l'impunité israélienne, il y a aussi les crimes de guerre commis. Ceux-ci devront être jugés.

Malgré l'occupation, malgré une économie qui a été détruite, malgré une pauvreté et un chômage massifs, la société palestinienne résiste. Ce pays a vu naître une société civile multiple, des associations de toutes sortes, des ONG, une auto organisation et des coopératives. Les Palestiniens ont besoin de notre aide. Nous devons les aider économiquement, matériellement, mais aussi moralement en allant là-bas et en témoignant de l'injustice majeure qu'ils/elles vivent depuis 60 ans. Il faut établir des jumelages, créer des projets concrets, briser le blocus de Gaza. Cette solidarité doit s'étendre aux Palestiniens d'Israël, citoyens de seconde zone et aux éternels oubliés, les réfugiés.

Une jonction, une convergence ont commencé à s'établir entre la petite minorité « anticolonialiste israélienne » (les refuzniks, l'Alternative Information Center, les Anarchistes contre le Mur, Les Femmes en Noir, le Bloc de la Paix ...) et les Palestiniens. Cette convergence est fondamentale parce qu'elle porte en germe les termes d'une vraie paix. Nous devons la soutenir énergiquement.

Enfin, le moteur du sionisme, c'est le « complexe de Massada », c'est la peur, ce sont les mécanismes utilisés pour persuader les Israéliens et les Juifs que toute inflexion de la politique actuelle aboutira à leur disparition. C'est la transformation de l'occupant en victime. Nous devons être très clair-e-s. La paix passe par l'égalité des droits entre les différents peuples de la région et le refus de toutes les formes de racisme ou de discrimination. En ce sens, l'antisémitisme, comme toutes les autres formes de racisme, est un crime et doit être dénoncé sans retenue. Mais son instrumentalisation aussi est un crime. Les dirigeants sionistes n'ont aucun droit à parler au nom des Juifs ou au nom du génocide nazi. Ils n'ont aucun droit à détruire la Palestine au nom d'un crime européen. Nous devons chercher à briser le front intérieur en Israël et à persuader les citoyens que leur avenir passe par une paix équitable et pas par la poursuite d'une aventure criminelle.

Pierre Stambul

03 mai 2008

3-2 Point de vue de Seymour Alexander : "Non : nous ne célébrerons pas l'anniversaire de la création d'Israël !"

Le quotidien britannique The Guardian, publie dans son édition du 30 avril, un article dont on chercherait en vain l'équivalent dans un grand journal français. Il s'agit de la déclaration de plus de 100 personnalités juives qui affirment notamment : "Nous ne saurions célébrer l'anniversaire d'un Etat qui, encore aujourd'hui, pratique l'épuration ethnique, viole le droit international, inflige une punition collective monstrueuse à la population civile de Gaza et continue à dénier aux Palestiniens leurs droits humains et leurs aspirations nationales."

Ci-dessous le texte traduit par Marcel Charbonnier

"Non : nous ne célébrerons pas l'anniversaire de la création d'Israël !

Au mois de mai, certaines organisations célébreront le soixantième anniversaire de la fondation de l'Etat d'Israël. Cela peut se comprendre, dans le contexte de siècles de persécutions ayant culminé dans l'Holocauste.

Néanmoins, nous sommes des juifs qui ne célébrerons pas cet anniversaire.

Il est manifestement grand temps de reconnaître le récit de l'Autre, le prix payé par un autre peuple en raison de l'antisémitisme et de la politique génocidaire d'Hitler. Comme l'a souligné Edward Said, la Naqba est, aux yeux des Palestiniens, ce que l'Holocauste est à ceux des juifs.

En avril 1948, en ce même mois qui vit l'atroce massacre de Deir Yassin et l'attaque au mortier contre des civils palestiniens sur la place du marché de Haïfa, le Plan Dalet a été mis en œuvre.

Ce plan autorisait la destruction de villages palestiniens et l'expulsion de la population indigène à l'extérieur des frontières de l'Etat (israélien). Non, nous ne fêterons pas cela !

En juillet 1948, 70 000 Palestiniens furent chassés de leurs maisons à Lod et à Ramleh, au plus fort de la canicule de l'été, sans eau et sans nourriture. Des centaines d'entre eux perdirent la vie. Cet événement est connu sous le nom de « Marche de la Mort ». Non, nous n'avons aucun motif à nous réjouir !

Au total, ce sont au minimum 750 000 Palestiniens qui devinrent des réfugiés. Plus de 400 villages furent rayés de la carte. Mais cela ne mit pas fin à l'épuration ethnique. Des milliers de Palestiniens (citoyens israéliens) furent expulsés de la Galilée, en 1956. Plusieurs milliers de Palestiniens supplémentaires furent expulsés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Selon le droit international, et comme le stipule la résolution 194 de l'Onu, les réfugiés de guerre ont le droit de retourner chez eux ou d'obtenir une compensation. Israël n'a jamais accepté ce droit. Non ; nous ne ferons pas la fête.

Nous ne saurions célébrer l'anniversaire d'un Etat fondé sur le terrorisme, les massacres et la dépossession d'un autre peuple de sa terre.

Nous ne saurions célébrer l'anniversaire d'un Etat qui, encore aujourd'hui, pratique l'épuration ethnique, viole le droit international, inflige une punition collective monstrueuse à la population civile de Gaza et continue à dénier aux Palestiniens leurs droits humains et leurs aspirations nationales.

Nous ferons la fête quand les Arabes et les juifs vivront, en tant qu'égaux, dans un Moyen-Orient en paix."

Seymour Alexander

3-3 Point de vue de leh An-Noami, : 60 ans après sa création, Israël cherche toujours la légitimité.

Dans le soixantième anniversaire de la création d'"Israël", les Sionistes veulent montrer qu'ils ont de bonnes raisons d'être fiers. Leur Entité est, de loin, la plus forte, par rapport aux pays arabes, militairement et industriellement. Elle constitue une force économique redoutable. Et dans le domaine politique, elle a pu signer des accords de paix avec des pays arabes de poids, l'Egypte et la Jordanie, et un accord de principes avec l'OLP. De plus, elle a réussi à établir des relations, plus ou moins fortes, avec plusieurs pays arabes et musulmans. Saleh An-Noami

Cependant, toutes ces réalisations ne pourront pas cacher une réalité tout à fait autre. Regardons quelques exemples de cette réalité.

Tout d'abord, on remarque qu'après 60 ans, "Israël" n'a pu atteindre son but principal consistant à pousser les Musulmans, les Arabes et surtout les Palestiniens à l'accepter. Tout au contraire, c'est la résistance contre elle qui monte en puissance. Bien que les régimes arabes aient depuis un moment démissionné, "Israël" ne sait comment faire face à la résistance palestinienne et arabe.

Après toutes ces longues décennies, elle se trouve toujours obligée d'augmenter le budget de la sécurité. Cette sécurité est dans un point si sombre que des doutes, quant à l'existence de leur Entité, commencent à trouver leur chemin dans les esprits des Sionistes. Des pétitions signées par des généraux en retraite demandant des accords avec les Arabes, avant que leur Entité disparaisse, n'en sont que des exemples.

Et puis en deuxième lieu, le mouvement sioniste n'arrive pas, soixante ans plus tard, à convaincre les Juifs du monde entier à aller vivre en "Israël", l'oasis de paix.

Cela se vérifie au même moment où le nombre de Juifs qui quittent définitivement "Israël" est en augmentation constante. 700 milles d'entre eux sont déjà partis. Non seulement ils refusent d'y retourner, mais beaucoup d'entre eux quittent aussi le Judaïsme.

Et en troisième lieu, la croyance au projet sioniste commence à s'affaiblir. Même des élites déclarent cette nouvelle tendance appelée "après le sionisme". L'ancien président de la Knesset israélienne va jusqu'à dire que "Israël" réagit comme le nazisme et aura le même destin.

Parlons en quatrième lieu de ces mythes sionistes qui commencent à s'effriter les uns après les autres. A titre d'exemple, la pratique confirme le contraire de ce mythe disant que les Juifs constituent un peuple des plus homogènes.

Et si la religion est le lien unificateur, elle reste le seul. Sur le terrain, les courants de la même religion sont en guerre permanente. Et quant à la langue, l'hébreu n'a pu être imposé à tous les habitants de "Israël". Les émigrants russes, qui constituent le plus grand groupe ethnique de l'Entité, parlent toujours leur langue d'origine, ainsi que leur médias.

Par ailleurs, le mythe qui voulait mettre "Israël" en avant, comme étant un paradis d'une démocratie exemplaire, a aussi échoué. Tous les Juifs ne sont pas traités sur le même niveau, mais plutôt selon leurs appartenances ethniques. Les Falashas y souffrent tant que le niveau de suicide n'arrête pas de monter en flèche.

Par ailleurs, personne n'accepte désormais l'allégation consistant toujours à dire que les Israéliens sont des victimes de l'agression israélienne. Un récent sondage réalisé par le réseau américain CBS a confirmé l'avis qu'"Israël" est le deuxième point noir au monde par ses effets négatifs.

Enfin et en résumé, "Israël" est l'unique Entité au monde qui a un problème de légitimité aussi forte. Difficile d'avoir une quelconque légitimité du fait qu'elle ait vu le jour en volant la terre d'un autre peuple. Ajoutons à cela que "Israël" souffre toujours d'une crise d'identité très aigue. En effet, il est impossible pour le mouvement sioniste de créer les ingrédients d'un peuple qui n'existe pas. Ses deux problèmes, la légitimité et l'identité, pousseront sans aucun doute le projet sioniste vers l'abîme, vers l'anéantissement total.

Article rédigé par Saleh An-Noami, résumé et traduit par le CPI

3-4 Point de vue de Felicity Arbuthnot * : Du Nil à l'Euphrate : les « victimes d'une carte de géographie ».

Lorsque l'Etat d'Israël proclama son indépendance, le 14 mai 1948, son vœu inaugural fut de : « ... garantir l'égalité totale, politique et sociale de tous ses citoyens, sans distinction de religion, d'ethnie ou de sexe ; de garantir la liberté de religion, de conscience, d'éducation et de culture ; de sauvegarder les lieux saints de toutes les religions monothéistes et de soutenir loyalement les principes de la Charte des Nations Unies... »

Israël exhorta « les Arabes habitant l'Etat d'Israël à préserver les voies de la paix et à jouer le rôle qui leur revient dans le développement de l'Etat (d'Israël), sur la base d'une citoyenneté pleine et égale, et d'une représentation équitable dans toutes ses institutions. »

Israël s'apprête à célébrer en grande pompe ses soixante années de violations des droits de l'homme à l'encontre de la région, des Palestiniens, ainsi que la destruction de leurs terres se réduisant telles des peaux de chagrin, se vautrant, dans les faits, sur des tombes, d'anciennes cultures passées au bulldozer et près d'un demi-siècle de décimation de rêves, de maisons et d'héritage culturel. Le travestissement de la fondation de cette théocratie sur le mensonge cité plus haut, la trahison qui est la marque de fabrique de cet Etat, sont comme encapsulés dans l'histoire d'un enfant, emporté dans le déplacement inaugural de près de trois-quarts de million d'âmes chassées de leur terre natale. Début d'une guerre imposée, de fragmentations de familles, d'amitiés, de communautés – incessantes, depuis six décennies sinistres.

L'enfant avait six ans, en 1948. Une nuit, cette année-là, des soldats israéliens vinrent chez lui, à Al-Barwéh. Les membres de sa famille « ... s'enfuirent dans une forêt, les balles sifflant au-dessus de leurs têtes, et ils parvinrent au Liban, où ils restèrent durant plus d'un an, survivant grâce aux maigres subsides des Nations-Unies ».

Finalement, l'enfant fut ramené par son oncle à l'intérieur de la frontière, jusqu'au village de Deir-al-Asad, en Galilée. Ils ne purent pas retourner à Al-Barwéh, car ce village avait été rasé au sol par l'armée israélienne.

« Tout ce qui s'était passé », racontait-il en 1969, « c'est que le réfugié avait échangé son ancienne adresse d'exil pour une nouvelle. J'avais été un réfugié au Liban, et désormais, j'étais un réfugié dans mon propre pays. »

Par la suite, le premier recensement israélien considéra tout Palestinien non-recensé comme un « infiltré » et « par conséquent, comme n'ayant pas droit à une carte d'identité ». L'enfant se trouvait au Liban durant le recensement, et, de ce fait, il se retrouvait dans l'illégalité. Ce, dans son propre pays. Sa famille et les maîtres de son école primaire avaient pris l'habitude de le cacher quand la police ou des responsables officiels se pointaient. Finalement, on fit croire aux officiels qu'il s'était trouvé chez des Bédouins nomades durant le recensement, ce qui lui permit, en définitive, d'obtenir une carte d'identité, lui conférant un statut légal sur sa terre natale...

Depuis sa prime jeunesse, la littérature et la poésie étaient sa passion. Tandis qu'il était encore à l'école primaire, le directeur de son école lui demanda de participer à la célébration, par le village de Deir al-Asad de la fondation de l'Etat d'Israël. « Je me suis trouvé derrière un micro, pour la première fois de ma vie, et j'ai récité un poème, qui était un cri lancé par un jeune garçon arabe, à un jeune garçon juif. »

Il se souvient encore du thème de ses vers :

« Toi, tu peux jouer au soleil tout ton saoul... Mais moi, non. Toi, tu as une maison ; moi, je n'en ai plus. Toi, tu as des fêtes ; moi, je n'en ai pas. Pourquoi ne pouvons-nous pas jouer ensemble ? »

Le lendemain, le garçon était convoqué par le gouverneur militaire israélien, qui l'insulta et le menaça, concluant : « Si tu continues à écrire ce genre de poème, j'interdirai à ton père de travailler à la carrière de pierres. »

L'enfant pleura amèrement. « C'était le premier juif que je rencontrais et auquel je parlais... Si c'était à ça que les juifs ressemblaient, pourquoi devrais-je adresser la parole à un jeune garçon juif ? »

Il a été sauvé du « feu de la défiance » par une institutrice juive, qui était pour lui « comme une mère », et un symbole de tout ce qui était beau, et bon. Elle élargit ses connaissances en matière de poésie, refusant d'enseigner un programme « conçu pour déformer et discréditer notre héritage culturel ». Elle réussit à mettre à bas les murs de méfiance érigés par le gouverneur militaire. » [1].

Ce jeune garçon était un certain Mahmoud Darwish, sans doute le poète palestinien le plus universellement connu, lauréat du Prix Lotus (en 1969) et du Prix Lénine de la Paix (en 1983).

Le calvaire de la Palestine trouve son reflet dans les cris doux et profonds de ses mots obsédants, chacun de ses poèmes est un requiem composé en l'honneur d'une terre, d'une histoire et d'un peuple violés par les diktats initiaux de Whitehall et d'un monde qui a détourné son visage de son « pays bien-aimé », démembré, mis en pièces. Comparer la richesse luxuriante de la Palestine, sur la carte de 1948, à ce que la Palestine est devenue, aujourd'hui, revient à comparer la vibration de la beauté à une Palestine affamée par la violence et mutilée, mais continuant à lutter pour son existence et son avenir, tellement précieux.

Le contraste entre les vers poignants de Darwish et le langage obscène de ceux qui ont accédé aux postes politiques les plus élevés en Israël, est violent :

« Nous allons vers un pays qui n'est pas de notre chair. Les noisetiers n'y sont pas de nos os... »

Nous allons vers un pays qui ne suspend nul soleil particulier au-dessus de nos têtes... »

Un autre de ses poèmes commence ainsi :

« Nous voyageons comme n'importe qui d'autre ; mais nous retournons vers nulle-part... »

Et puis, celui-ci :

« La terre se rapproche de nous, nous poussant à travers le dernier passage... »

« Nous avons vu les visages de ceux qui vont jeter nos enfants »

par les fenêtres de cet espace ultime... »

Et puis encore, ces vers, presque insoutenables :

« Fais-moi naître à nouveau, que je puisse savoir dans quel pays je mourrai, »

Sur quelle terre je renaîtrai, de nouveau, à la vie... »

Le lexique dans lequel les dirigeants d'Israël ont puisé leurs imprécations, année après année, provient sans doute de quelque univers parallèle. Le premier Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, dit ainsi des Palestiniens, tandis que l'on détruisait systématiquement cinq-cents villages au cours d'une sorte de cérémonie où l'on pendait en quelque sorte la crémaillère nationale, et tandis qu'une violence absolue faisait rage : « Les vieux crèveront ; quand aux jeunes, ils oublieront... »

Yitzhak Rabin a dit, à propos de l'épuration ethnique des habitants de Gaza : « Israël créera, durant les dix ou vingt ans à venir, des conditions telles qu'elles devraient générer l'émigration naturelle et volontaire, hors de Gaza, des réfugiés... »

« Les Palestiniens sont des bêtes marchant debout... Eretz Israel sera restituée au peuple d'Israël. Tout Eretz Israël. Et ce, pour l'éternité », affirma Menachem Begin, que seul Yitzhak Shamir surpassa dans l'abjection :

« Les Palestiniens... seront écrasés comme des sauterelles... leurs têtes seront écrasées sur les pavés et sur les murs. »

Et Ehud Barak d'y aller de son commentaire : « Les Palestiniens sont comme les crocodiles ; plus vous leur donnez de bidoche, plus ils en réclament... »

Ariel Sharon, intronisé « homme de paix » par George Deubeuliu Bush, l'initiateur des massacres de Sabra et Chatila, au Liban, en 1982, énonçant son plan d'action, déclara : « Tout le monde doit se magner, et s'emparer d'autant de sommets de collines (palestiniennes) qu'il le peut, afin d'agrandir les colonies (juives), parce que tout ce que nous prendrons aujourd'hui restera à nous... Et tout ce dont nous ne nous emparerons pas, c'est eux (les Palestiniens), qui l'auront. »

Raphael Eitan, fondateur du parti de droite Tzomet, et manifestement âme-sœur de Sharon, affirma : « Quand nous aurons colonisé la terre, tous ce que les Arabes pourront faire, à ce sujet, c'est tourner en rond, comme des cafards drogués enfermés dans une bouteille. » [2]

Cette rouerie sioniste, qui trouve ses reflets également à Washington et à Whitehall (le Quai d'Orsay britannique, ndt) vise et dénigre aussi la diaspora juive en Israël et dans le monde entier, dont plusieurs de ses membres ont consacré leur vie – et souvent mis en danger, voir perdu leur carrière – dans leur engagement non seulement envers une terre, mais envers une région où tous peuvent vivre en harmonie, côte à côte. Le vitriol auquel ils sont exposés, provenant de leurs coreligionnaires, comporte notamment le fait d'être traités de « juifs haineux d'eux-mêmes ».

Orwell lui-même aurait bien du mal à mettre le signe d'égalité entre leur passion pour la paix et leur « tu aimeras ton prochain », d'un côté, et la « haine de soi », de l'autre...

Alors que le Conseil de Sécurité de l'Onu menace d'embargo, a menacé d'embargo et impose des embargos contre certains des pays parmi les plus pauvres, en raison de violations, d'entorses ou de non-conformation (réelles, ou perçues) à ses Résolutions, Israël «... jouit d'une relation unique en son genre avec les Nations Unies. En dépit de sa non-application d'une foultitude de résolutions de l'Onu, aucune mesure n'est jamais prise à son encontre », écrit Geoff Simons, dans son étude exhaustive de l'organisation mondiale [3]. Simons liste quelques-unes des résolutions mises au panier de manière expédiente par l'« unique démocratie » au Moyen-Orient : il s'agit de celles portant, notamment, les numéros 242, 338, 465, 672, 673 et 681.

L'« importante » résolution 681, adoptée le 20 décembre 1990, « déplore la décision prise par le gouvernement d'Israël... de reprendre la déportation de civils palestiniens... » Israël répondit, très peu de temps après, par des déportations redoublées.

La résolution 799, du 14 décembre 1992, fut prise à l'unanimité ; elle fut même – cas unique – soutenue par les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Elle dénonçait la poursuite de la violation du droit international par Israël, relevant qu'« en contravention avec ses obligations sous l'empire de la Quatrième Convention de Genève... Israël a déporté, le 17 décembre, des centaines de Palestiniens... ». Plus loin : « ... condamne fortement cet acte... »

Réaffirme l'applicabilité de la Quatrième Convention de Genève à tous les territoires occupés par Israël... Réaffirme également la souveraineté indépendante et l'intégrité territoriale du Liban... Demande instamment à Israël, en tant que puissance occupante, de garantir le retour immédiat et dans la sécurité dans les territoires occupés de toutes les personnes déportées... »

Le Secrétaire général de l'époque, Boutros Boutros-Ghali, exprima « sa grave préoccupation » au sujet des agissements israéliens. Le Foreign Office britannique développa furtivement un semblant de colonne vertébrale, déclarant qu'Israël violait le droit international – et un diplomate prévint l'issue : «... Israël entend les Résolutions de l'Onu, puis il continue à faire ce qu'il était déjà en train de faire, sans aucune autre forme de procès. »

Les réfugiés ont été déposés dans un désert aux petites heures d'un matin d'hiver, glacial. Israël fit la sourde oreille aux avertissements de l'Onu, et les pays occidentaux laissèrent faire. Les Palestiniens manifestèrent leur soutien aux déportés dans la bande de Gaza, et les militaires israéliens tirèrent dans la foule, tuant une fillette de dix ans et cinq autres personnes. En juillet 1993, Israël était de retour au Liban, décimant ce minuscule pays, par terre, par mer et par air.

Le Liban a été revisité, et re-décimé, encore une fois (avec de belles fillettes israéliennes, que l'on nous a fièrement montrées, dans des bases militaires, en train de dédicacer des missiles, qui allaient être balancés sur les enfants libanais.) Le long « voyage au bout de la nuit » de la Palestine se poursuit, année après année, comme le fait le silence du monde.

L'Irak gît, en ruines, pour avoir dit la vérité aux Nations Unies (tandis que l'agression, et le calvaire, subis depuis cinq ans par un autre pays musulman, l'Afghanistan, n'allume quasiment aucun voyant à l'Onu, ni ne produit aucun spot sur l'un quelconque des radars internationaux).

La célébration du sept-cent-vingtième mois de trahison, par Israël, de son engagement à loyalement soutenir « les principes des Nations Unies » étant à notre porte, les violations les plus récentes incluent notamment l'assassinat de cinquante-cinq Palestiniens, dont des enfants de quinze ans, et les blessures de cent-cinq autres à Gaza, durant le seul mois d'avril, et trois-cents-quarante, durant le seul premier trimestre 2008.

Le remarquable site internet Uruknet fournit une litanie de misères, provenant de nombreuses sources ; en voici seulement trois exemples :

- La fermeture et la confiscation planifiées de plusieurs orphelinats et de plusieurs internats abritant des milliers d'orphelins et d'élèves nécessiteux. Beaucoup des parents de ces orphelins ont été tués par l'armée israélienne, ainsi que par les terroristes juifs paramilitaires, connus également sous le nom de « colons »...

- L'interruption incessante des opérations de secours de l'UNRWA dans la bande de Gaza, à cause de l'interruption de la fourniture du fuel indispensable pour faire fonctionner ses camions et ses centres déployés dans l'ensemble de la bande de Gaza... John Ging, directeur des opérations de l'UNRWA à Gaza, a déclaré mercredi dernier que l'ampleur des morts, des destructions et du désespoir, dans la bande de Gaza, est considérable et catastrophique...

- La découverte, par son propre père, du corps mutilé de Hammad Nidar Khadabth, quinze ans, sur les territoires confisqués par la colonie israélienne illégale d'Al-Hamra. Hammad avait quitté son domicile, mardi 15 avril, pour aller travailler dans le champ appartenant à sa famille... Le corps de Hammad était dénudé, boursoufflé, couvert de bleus et de traces de torture. Il avait le cou brisé, et son visage avait été écrasé à coup de pierres. Un de ses doigts avait été coupé, et il avait plusieurs trous dans la poitrine... Un officier de police israélien, arrivé sur les lieux afin d'enquêter sur l'incident, confirma que Hammad a été assassiné...

Le mardi 22 avril, Saed Bannoura, de l'IMEMC, écrivait : « Un chargement d'aide alimentaire destiné aux habitants de la bande de Gaza s'est vu interdire l'entrée de ce territoire par l'armée israélienne, hier, lundi...

L'Organisation Mondiale de la Santé a estimé que le taux de malnutrition dont souffrent les enfants de Gaza atteint vraisemblablement les 45 % en raison du siège imposé à la bande de Gaza par Israël. Les hommes politiques israéliens ont déclaré ouvertement qu'ils ont l'intention d' « étouffer » et d'« affamer » Gaza, afin de forcer ses habitants à renoncer à leur résistance contre l'occupation militaire de leur terre. » On croirait lire la prose d'Yitzhak Rabin, dans un style à-peine différent...

L'agence Associated Press a informé, le 25 avril 2008, que « les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, ainsi que d'autres pays membres, se sont retirés d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu, mercredi dernier, après que la Libye eut comparé la situation prévalant aujourd'hui à Gaza aux camps de concentration de la Seconde guerre mondiale ». Le vice-ministre israélien de la Défense, Matan Vilnai, car c'est bien sûr de lui dont il s'agit, a déclaré un holocauste frappant le peuple de Gaza : la Libye, manifestement, sait donc parfaitement utiliser les bons dictionnaires.

Le chirurgien traumatologue David Halpin a répliqué aux questions de l'émission Today de la BBC (le 25 avril), durant laquelle le porte-parole d'Israël Mark Regev tenta de défendre l'indéfendable. Halpin a écrit : « Les souffrances d'1,4 million de personnes, à Gaza, dont les deux-tiers sont des réfugiés et qui sont, de ce fait, classifiés comme des personnes éligibles à une protection particulière, outrepassent toute description et tout chiffre ».

En 1982, le célèbre poète arabe Adonis, né en Syrie (dont le nom est Ali Ahmad Sa'id), a écrit, à propos du siège de Beyrouth par l'armée israélienne :

« Vous ne mourrez pas parce que vous avez été créés et que, par conséquent, vous avez un corps. Non : vous mourrez parce que vous incarnez l'avenir... » Et aussi : « parce qu'on vous bombarde avec de l'obscurité ».

Tandis qu'Israël marque le coup en bombardant ses voisins avec de l'obscurité, les lumières de l'humanité s'éteignent, l'une après l'autre, se perdant, restant coites, avec ceux qui ont quitté la salle, claquant la porte au nez de la vérité, aux Nations Unies.

Le pantin de la Grande-Bretagne, lui aussi frappé de mutisme, j'ai nommé l' « Envoyé Spécial de la Paix au Moyen-Orient » Anthony Lynton Blair QC., s'est, bien entendu, comme qui dirait perdu dans la correspondance. Peut-être l'exhumera-t-on, un jour, de dessous les innombrables milliers de bagages perdus à l'ignominieux Terminal Cinq flambant-neuf de l'aéroport londonien d'Heathrow, et peut-être réussira-t-on à le dépoussiérer, juste à temps, pour qu'il puisse aller rejoindre ses potes lamentable, à la sinistre fête d'anniversaire de l'Etat d'Israël ?

[1] Les indications biographiques ainsi que les extraits choisis de poèmes de Darwish, ainsi que les œuvres évocatrices de Sami al-Qasim et d'Adonis (Ali Ahmed Sa'id), qui incarnent toute l'âme du Moyen-Orient, ont été choisis dans l'ouvrage : Victims of a Map, éditions Saqi Books. <http://www.amazon.com/Victims-Map-Adonis/dp/0863565247>

[2] Paradise: Lost, Professor Jamil I. Toubbeh, Palestine Chronicle, 22nd April 2008.

[3] The United Nations - A Chronology of Conflict, Geoff Simons, Macmillan, 1994.

par [Felicity Arbuthnot](#) *

on Uruknet, 26 avril 2008

<http://www.uruknet.de/?s1=1&p=43448&s2=27>

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

Voir, également :

<http://www.hanini.org/Al-Nakbagallery.html>

Vous pourrez vous remémorer la Nakba de mai 1948, et vous aurez ainsi des images devant lesquelles vous pleurez sans difficulté.

Felicity Arbuthnot

1/5 alterinfo

3-5 Point de vue de Michèle Sibony : L'anniversaire de la création d'Israël : Célébrer et continuer la conquête.

L'anniversaire de la création d'Israël est en passe de devenir une célébration internationale. Par exemple un défilé est organisé le 1er juin prochain au cœur de Manhattan portant des bannières de grands portraits d'Israéliens anonymes ou célèbres, surmontés du titre : "visages d'Israël".

La volonté des organisateurs est d'affirmer que la société israélienne "...est une société similaire en de nombreux aspects à celle de New York - une fascinante combinaison d'immigrants qui sont venus ensemble pour créer une société aux facettes multiples.

C'est l'histoire d'Israël".

Cependant, dans la liste de portraits l'unique arabe israélien comme ils les appellent sera Rania Jubran, une diplomate. (Israël conquiert la 5e avenue : Ynet 21 avril 2008)

La Russie a prévu d'être de la fête aussi avec un grand festival culturel destiné à célébrer la naissance d'Israël. Salons du livre, expositions, et événements festifs de toute sorte s'organisent dans tous les pays d'Europe.

Ce qui donnerait le meilleur contrepoint à ce concert mondial, c'est un double petit événement qui s'est passé en Israël dans la nuit du 24 avril et reporté par Haaretz.

Quelques anarchistes contre le mur, accompagnés par un journaliste ami et sympathisant ont été "tagguer" à Jaffa, contre le défilé de commémoration de la... conquête de la ville en 48 programmé le lendemain par un groupe de droite le Etzel.

Arrêtés par la police au milieu de la nuit ils sont emprisonnés. Dans la même nuit d'autres anarchistes contre le mur informés de l'arrestation s'emparent avec leurs amis palestiniens d'un avant-poste de colonie "légale" synagogue plantée sur une colline et que les colons n'occupent pas encore jour et nuit. Ils grimpent sur le toit, décrochent le drapeau israélien et le remplacent par le drapeau palestinien. Les colons alertés arrivent de toute part. La bataille rangée commence colons contre colonisés et anarchistes.

L'armée arrive et disperse les anarchistes contre le mur et les Palestiniens à coup de balles en caoutchouc.

Quelques éléments à tirer de cet événement presque anecdotique :

1 - Il s'agit en Israël de commémorer la conquête en faisant fi de toutes les violences qu'elle a causé, les centaines de milliers de palestiniens chassés, leurs biens détruits ou appropriés, des centaines de milliers puis des millions de Palestiniens en exil dans des camps de réfugiés, qui paient jusqu' aujourd'hui le prix de cette injustice. Eux qui vivent au Liban, en Syrie, en Jordanie, dans les Territoires palestiniens occupés, en Israël même comme "citoyens", n'existent pas et continuent d'être effacés des mémoires, de l'histoire, du présent. Ils devraient subir cette célébration de leur conquête et de leur dépossession en veillant à ne pas gâcher la fête. Tout cela dans un contexte non pacifié par un règlement du conflit, dans le respect du droit, ou une quelconque reconnaissance des torts causés, mais qui se caractérise au contraire par l'aggravation du sort des réfugiés du Liban, des Palestiniens, des TOP et de la Bande de Gaza, et une remise en question permanente des droits des citoyens palestiniens d'Israël.

2 - La conquête n'est pas achevée et il s'agit de la continuer, exactement comme le confiait Sharon en novembre 2001 au journal Haaretz : "La guerre d'Indépendance n'est pas terminée. Non. 1948 n'était qu'un chapitre." Et il annonçait une seconde étape de colonisation d'au moins 50 ans. Ces deux phrases il les a martelées en Israël et dans toutes ses visites à l'Etranger.

Les frontières d'Israël qui n'ont jamais été fixées, sont en train d'être dessinées dans le sang et par la force, au mépris de toutes les lois, par le plus fort, contre le plus faible. Retrait unilatéral de Gaza qui fixe la frontière sud ? Mais l'armée israélienne conserve le contrôle terrestre, aérien et maritime de toute la bande de Gaza et le gouvernement y a établi depuis des mois un siège ignoble qui affame toute la population, hommes femmes et enfants, un million et demi d'habitants.

En Cisjordanie, la colonisation se poursuit sans répit, et le mur réalise les enclaves prévues par le plan Sharon. Des gouvernements européens comme l'Allemagne ou le Japon financent déjà la construction de zones industrielles côté israélien du mur en face des enclaves, participant activement à leur Banthoustanisation. Ces enclaves constituent ainsi des réserves de travailleurs dont on imagine les droits. Devant Kalkyilia, ville de 40 000 habitants complètement encerclée par le mur, la porte de la prison s'ouvre une demi heure le matin pour laisser sortir de la ville les travailleurs prisonniers, et elle se rouvre une demi heure le soir pour les laisser rentrer dans leur ville dortoir. Mais si vous dites Apartheid vous exagérez et vous êtes antisémite.

3 - Les commémorations internationales et nationales de la création d'Israël constituent ainsi une véritable opération de blanchiment de l'histoire telle qu'elle s'est passée : Il s'agit d'effacer de nier la Naqba palestinienne, l'expulsion massive 750 000 personnes, les massacres de Deir Yacine près de Jérusalem, de Tantoura près de Haïfa, de Dawaimeh, près de Hébron en 1948, puis de Kafr Kacem en 1956, et la seconde expulsion à l'occasion de la guerre de 67 d'environ 300 000 personnes.

Oublier les expropriations de terres massives entre 47 et 49, celles des pourchassés qui se sont réfugiés dans les pays voisins mais aussi les terres des "présents-absents" (grâce à la loi éponyme qui exproprie tous ceux qui ont fui leurs villages sans pour autant quitter Israël, mais ne pouvaient être "présents" et pour cause, sur leurs terres et propriétés au moment défini par la loi. De tout cela il ne sera pas question. Après les historiens palestiniens, mais eux n'ont pas été entendus, les nouveaux historiens, dès l'ouverture des archives de 48 (notamment celles de l'armée) ont confirmé les faits, Ilan Pappé entre autres relate dans son dernier ouvrage "Le nettoyage ethnique de la Palestine" (Fayard 2008) - avec minutie l'application du plan Daleth, l'expulsion organisée et planifiée. Une terre sans peuple pour un peuple sans terre. C'est ce qui était nécessaire, dans la logique sioniste au moment du vote de la partition en 47 et c'est donc ce qu'il fallait fabriquer.

Ne pas reconnaître ce passé, imposer la pérennité de la mythologie sioniste sur l'histoire c'est installer durablement toute la société israélienne dans un déni de la réalité et une autojustification des crimes dont on ne peut mesurer les conséquences qu'avec frayeur.

La première de ces conséquences est l'incompréhension totale du présent. Que de fois n'est-on surpris d'entendre justifier les crimes d'aujourd'hui par une position de victime, où l'agresseur est présenté comme celui qui se défend pour survivre à l'extermination.

4 - Ces commémorations veulent aussi blanchir le présent : celui de la colonisation qui continue, qui n'a jamais cessé, de la destruction de l'économie et de la société palestinienne, des milliers de prisonniers, des milliers de civils désarmés tués dans les TOP, de l'ignoble siège d'un million et demi de civils sans défense à Gaza. La politique de plus en plus ouvertement discriminante à l'égard des palestiniens d'Israël. C'est tout cela que la célébration israélienne passe à la lessiveuse, entérinant la morbidité d'une société élevée dans le déni de sa propre histoire et de son présent et l'angoisse fabriquée de l'anéantissement, nécessaire car c'est cette angoisse qui permet de tout justifier, et de tolérer l'intolérable.

L'active complicité de la plupart des gouvernements européens et de celui des Etats-Unis dans cette grande opération de blanchiment révèle à la fois combien l'idéologie sioniste qui s'est appuyée sur les conséquences de l'antisémitisme européen qu'elle a érigées en chantage permanent a réussi, et combien les "démocraties" néolibérales d'aujourd'hui engagées dans la destruction de tous les droits humains, sociaux, politiques, économiques, dans la destruction de l'environnement et la recolonisation de zones énormes du monde, se reconnaissent dans un tel modèle.

Sans abris, sans papiers, sans travail, sans sécu, sans retraite, les sans voix, les sans droits abondent aujourd'hui dans nos sociétés et se multiplient, la figure du Palestinien n'est-elle pas le parfait modèle de ce dénuement ?

L'effacer, le nier, c'est nier pour ces gouvernements scélérats leurs propres oeuvres quotidiennes, les rendre invisibles. Admirer la force du plus fort, le laisser frapper et frapper encore, et dicter l'histoire comme il édicte le présent, c'est ce que le néolibéralisme veut nous imposer : Une épouvantable régression, la fin du droit international, la fin des droits tout court. Les prestations récentes du président français en Chine et en Tunisie le montrent, dans leur monde il n'y a pas de place pour les droits humains. Panem et circenses ? Les émeutes de la faim qui se multiplient dans le monde montrent qu'il n'y aura pas de pain pour tout le monde.

La volonté d'effacement des Palestiniens constitue le principal enjeu de la fête, avec la célébration par l'Occident du modèle qu'il a largement contribué à forger et qu'il revendique aujourd'hui comme universel : Apartheid, négation de l'autre, écrasement du droit par la force.

Célébrer cela ?

Sûrement pas.

La voix palestinienne doit être portée haut et fort dans le monde avec tous ceux qui refusent le négationnisme dans tous ses aspects, et qui refusent le projet de société d'un Bush ou d'un Sarkozy... Les quelques dizaines de jeunes anarchistes israéliens contre le mur, bien qu'élevés dans la mythologie sioniste, ont réussi à ouvrir les yeux sur l'autre, le camarade palestinien colonisé, et ils ont choisi leur camp : celui d'un Avenir avec les Palestiniens sans murs, dans l'égalité la dignité et le respect. C'est ce programme qui doit être célébré, parce que c'est la seule perspective d'avenir pour cette région, et pour nous tous où que nous vivions.

Michèle Sibony

3-6 Point de vue de T. Hocine : Soixante ans après la création d'Israël : Les mêmes crimes

Avec une semaine d'avance puisque sa proclamation a été faite le 15 mai 1948, Israël a décidé de célébrer, aujourd'hui, le 60e anniversaire de sa création. Ce fut alors la plus grande injustice faite à un peuple, le peuple palestinien, dépossédé de sa terre, poussé à l'exil ou alors contraint à vivre sous occupation israélienne dans des conditions semblables à celle de l'apartheid comme le décrivent de très nombreux spécialistes, et même l'ONU qui adoptera une résolution en ce sens et qu'Israël et ses alliés ont voulu effacer des annales.

Israël, rappelle-t-on, a été créé, fait unique dans les relations internationales, par une résolution de l'ONU, la 189, portant partage de la Palestine, alors sous mandat britannique. Au nom de quoi ne cesse-t-on de se demander encore : un peuple est privé de sa terre ?

C'était au mois de novembre 1947, et tout juste six mois plus tard, la Grande-Bretagne mettait fin à son mandat sans jamais s'opposer à l'invasion de la Palestine, et surtout à la guerre que les nouveaux venus livreront au peuple palestinien, sous la bannière de mouvements terroristes comme l'Irgoun et la Haganah. Et ce n'est pas fini.

Les Palestiniens appellent cela la Nakba, la catastrophe, et elle porte bien son nom. Ils la vivent avec au moins un silence complaisant de nombreux Etats de la planète qui assurent l'impunité à Israël, malgré les massacres et la menace, toujours réelle, qu'il fait peser sur la région.

Ces mêmes Etats, par la magie du verbe, tentent de pervertir les données de cette question pour s'opposer à la stricte application de cette même résolution de 1947 qui prévoyait la création d'un Etat palestinien au nom de ce même partage. Israël, retiendra-t-on, sera même doté de l'arme nucléaire, et les Israéliens se plaisent à rappeler cet épisode qui aurait été impossible à concrétiser sans le soutien actif de l'Occident.

Et c'est ce même Occident qui déplace le centre de la menace en regardant tantôt à droite et tantôt à gauche, puisque après l'Irak et ses ADM (armes de destruction massive) qui n'ont jamais existé, voilà l'Iran et son arme nucléaire que l'on dit en voie de fabrication, même si on se perd dans les délais.

Tout cela pour dessiner à leur guise la carte du Proche-Orient, c'est-à-dire sans jamais restituer aux Palestiniens et aux Arabes leurs territoires respectifs occupés par Israël. Et ce dernier, toujours avec les mêmes soutiens, continue à entretenir des mythes de l'Etat encerclé, prenant le prétexte sur les roquettes palestiniennes à l'effet dérisoire, pour poursuivre l'occupation et la répression des Palestiniens.

Signe des temps, la bande de Ghaza a été décrétée entité hostile, alors qu'il s'agit d'un territoire occupé normalement, protégé par les conventions internationales réglant normalement les situations de guerre. Le seul problème depuis 1948, c'est que les Palestiniens refusent d'abdiquer, eux qui étaient voués à la disparition puisque, et jusqu'au milieu des années 60, le droit à l'existence leur était dénié.

A leur manière donc, ils préparent les célébrations de leur drame. Autrement dit, l'expulsion de centaines de milliers d'entre eux depuis la guerre de 1948. Un comité national va lancer dans les semaines à venir de nombreuses activités pour commémorer l'événement.

Cette année «sera complètement différente des années précédentes», a affirmé, à des journalistes à Ramallah, Omar Al Assaf, le directeur du comité, précisant que les événements comprendront des conférences et des activités culturelles et sportives.

Nous essayons d'amener tous les Palestiniens à s'habiller en noir au milieu du mois prochain, afin de lancer un message fort au monde que nous avons le droit de retourner dans les maisons dont nous avons été expulsés», a ajouté Al Assaf.

Les Palestiniens célébreront, quant à eux, le jour de la Nakba, le 15 mai. Taysir Nasrallah, un membre du comité, a déclaré que les officiels travailleront aux côtés d'organisations internationales pro-palestiniennes pour convaincre les dirigeants de ne pas assister à la cérémonie israélienne prévue aujourd'hui.

Le sort d'environ 4,5 millions de réfugiés palestiniens et de leurs descendants, vivant aujourd'hui principalement dans des camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et dans les territoires occupés, a toujours été une question centrale des pourparlers de paix au Moyen-Orient. Et pourtant, depuis près de 20 ans, le mot paix n'a jamais été autant utilisé.

Tous les concepts ont été avancés, notamment la nécessité pour les Palestiniens d'avoir leur propre Etat. Mais le principe s'arrête là, car sa compréhension n'est pas la même pour tous.

Les Palestiniens parlent de droits nationaux et revendiquent l'application des résolutions de l'ONU, notamment les 242 et 338 ainsi que la 194 stipulant expressément le retour des réfugiés palestiniens de la première guerre de 1948.

L'ONU, auteur d'une injustice, tente d'en limiter les dégâts. Ce qu'Israël refuse obstinément, et il se trouve que des Etats l'encouragent dans son intransigeance, et vont jusqu'à lui reconnaître le droit à la légitime défense.

Eh oui, les rôles sont inversés, et la victime transformée en bourreau. C'est la triste réalité d'un peuple privé de ses droits.

<http://www.ism-suisse.org/>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Les musulmans en Europe affirment leur soutien au peuple palestinien et son droit légal au retour.

Le chef de la fédération des organisations islamiques en Europe, Chakib Ben Makhoul, a exprimé le soutien immuable des communautés islamiques dans toute l'Europe au peuple palestinien, en appelant au droit légal de retour des réfugiés palestiniens à leur terres d'origines occupées par les autorités sionistes depuis 60 ans, tout en affirmant qu'ils sont tous des palestiniens.

Ces déclarations de ce dirigeant musulman européen sont venues lors de l'ouverture du sixième congrès des palestiniens en Europe qui s'est organisé, le samedi 3/5, à Copenhague sous le slogan : " 60 ans et nous sommes proche du retour", devant plus de dix mille participants.

Il a salué également le peuple palestinien et sa résistance devant les escalades sionistes, en condamnant les massacres sauvages illimités, la judaïsation de la ville sainte d'Al Qods, la poursuite des activités coloniales en Cisjordanie et la confiscation continuelle des terres palestiniennes.

Il a appelé l'Europe et les pays du monde libre à soutenir fortement le retour des palestiniens à leurs terres confisquées illégalement par les autorités israéliennes depuis soixante ans, en montrant qu'il représente un droit sacré et fixe dont quiconque ne peut y renoncer.

Pour sa part, le directeur général de l'union des associations arabes "Itijah" (orientation), ainsi que le dirigeant palestinien, Amir Mokhawal a affirmé que "le retour des réfugiés palestiniens est le projet de tous les palestiniens qu'ils n'abandonneront jamais, car il représente un droit de tout le peuple palestinien".

Mokhawal a réaffirmé lors de son discours devant les participants que l'avenir sera pour les palestiniens, ainsi que leur retour en Palestine qui va être récupérée bientôt.

En ce qui concerne la continuation du blocus injuste contre les citoyens de Gaza et la fermeture persistante des passages qui continuent à étrangler les citoyens palestiniens, les participants au sixième congrès des palestiniens en Europe ont condamné fortement cette tragédie imposée illégalement contre les citoyens innocents, tout en appelant à l'arrêt immédiat des escalades militaires des autorités sionistes contre les palestiniens, ainsi que la levée du blocus inhumain et honteux qui viole les règles et les droits internationaux.

Les participants à ce congrès ont salué fortement le soutien des peuples, des organisations et des institutions au peuple palestinien et à sa question légitime, tout en remerciant les activités du monde libre contre les pratiques oppressives des autorités sionistes.

Hamas : le congrès de Copenhague dit à Abbas qu'il n'a pas le droit d'abandonner le droit de retour

Le mouvement du Hamas a bien accueilli l'appel du président du mouvement islamique dans les territoires palestiniens occupés en 1948, Cheikh Raed Salah, au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et au premier ministre au gouvernement d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh, pour reprendre le dialogue national palestinien et finir les désaccords internes.

Le leader du Hamas, Ismaïl Redhwan, a dit que son mouvement salue l'appel du Cheikh Raed Salah qui a appelé, dans son discours lors du sixième congrès des palestiniens en Europe qui a eu lieu, hier samedi 3/5, dans la capitale du Danemark, Copenhague, à reprendre le dialogue nationale palestinien, sans conditions, pour reprendre l'unité nationale, répondre aux agressions sionistes et arrêter les négociations inutiles de l'autorité palestinienne avec l'occupation.

Redhwan a dit qu'ils sont prêts à faire réussir toutes les tentatives de dialogue, tout en appelant le président Abbas à répondre à cet appel pour reprendre le dialogue sans conditions.

Il a déclaré que le président Abbas ne possède pas la décision de dialogue à cause des pressions des Etats-Unis et de l'état de l'occupation, en insistant que les interventions de la direction américaine dans affaires palestiniennes internes paralysent le dialogue national palestinien.

Redhwan a souligné que la délégation du mouvement du Hamas qui a rencontré l'ancien président américain, Jimmy Carter, lui a expliqué les interventions négatives de la direction américaine dans les affaires palestiniennes internes et ses pressions sur l'autorité palestinienne, en disant que ces interventions doivent s'arrêter.

Il a salué tous les palestiniens qui célèbrent la 60ème commémoration de la catastrophe (Nakba) du peuple palestinien dans le monde entier, en soulignant qu'ils affirment que le droit de retour est sacré.

Ismaïl Redhwan a dit que ces activités représentent une lettre au président Abbas que personne ne possède le droit d'abandonner le droit de retour des réfugiés palestiniens après soixante ans de la catastrophe (Nakba) palestinienne et que les négociations inutiles du président Abbas avec l'occupation israélienne ne peuvent pas annuler ce droit.

Des discussions à Copenhague pour créer un forum de travaux palestino-européen

Des hommes d'affaires palestiniens qui habitent en Europe ont pris l'initiative pour créer un forum de travaux palestino-européen pour qu'il soit un noyau de rassemblement d'hommes d'affaires palestiniens dans toute l'Europe. Ce pas est venu lors de la recommandation de la présidence du forum palestinien des travaux à Londres pur regrouper les dames et les hommes palestiniens dans un cadre continental.

Le chef du comité préparatif du forum palestino-européen des travaux, l'homme d'affaire palestinien, Ziyad Al A'loul a affirmé que ce rassemblement va contribuer au renfort des coopérations entre les hommes d'affaires palestiniens en Europe en encourageant le développement des expériences d'exploitation en Palestine.

Suite aux préparatifs de ce forum palestino-européen organisé, le 3/5, des débats se sont déroulés pour mettre en vigueur des missions des coopérations d'hommes d'affaires palestiniens.

La conférence a été organisée sous le slogan "après 60 ans de refuge, le retour est proche", par le secrétariat général du congrès des palestiniens en Europe, ainsi que le centre palestinien de retour et le forum palestinien au Danemark, en coopération avec les institutions palestiniennes qui travaillent au Danemark et dans d'autres pays.

Haniyeh aux Palestiniens en Europe : Notre peuple ne sera pas toujours chassé, loin de son pays

Le premier ministre du gouvernement d'unité nationale Ismail Haniyeh a exprimé sa confiance pour que le peuple palestinien ne reste pas toujours chassé dans les camps et en exil, tout en soulignant que les prochaines commémorations seront meilleures.

Le premier ministre a dit, aujourd'hui samedi 3/5, dans un discours télévisé adressé aux Palestiniens en Europe, à l'occasion de l'ouverture de leur sixième congrès qui a eu lieu dans la capitale du Danemark, Copenhague, en présence de délégations palestiniennes de tous les pays européens : "Nous sommes très fiers de la communauté palestinienne en Europe et de ses activités qui expliquent et montrent notre question palestinienne au monde entier".

Haniyeh a ajouté : "Je vous salue à partir de votre cher pays, la Palestine, de la ville occupée d'Al-Qods et de la bande de Gaza qui vit sous un sévère blocus sioniste".

Haniyeh a exprimé la position du peuple palestinien qui s'attache à ses principes et ses droits palestiniens dont le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Au sujet du blocus sioniste imposé contre Gaza, Haniyeh a dit que l'occupation sioniste impose un blocus très sévère contre la bande de Gaza, depuis plus de dix mois, pour réaliser des objectifs politiques et obliger le peuple palestinien à présenter des abandon. Il a aussi affirmé l'échec de tous ces enjeux après deux ans de blocus sioniste contre les Palestiniens qui n'ont pas abandonné leurs droits et principes malgré toutes les souffrances et les situations très difficiles.

Haniyeh a également affirmé l'unité du peuple palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ainsi que dans le monde entier, tout en soulignant la souffrance des réfugiés palestiniens à l'étranger, notamment des habitants du camp de Nahr Al-Bared au Liban et des réfugiés palestiniens en Irak.

Dimanche 04 Mai 2008

<http://www.alterinfo.net/>

5 mai 2008

4-2 60e anniversaire d'Israël - 21915 ballons noirs sur Jérusalem

Pour célébrer ses 60 ans d'indépendance, Israël a l'intention d'organiser une surboom d'anniversaire sur une large échelle, avec des événements se déroulant dans beaucoup de pays différents dans le monde.

A Jérusalem est prévu un colloque de trois jours sous le titre « Affronter demain » du 13 au 16 mai, auquel sont invités des dirigeants comme le Président US Bush et le Président français Sarkozy et des célébrités comme Barbara Streisand et Steven Spielberg qui ont l'intention d'y venir.

Ce n'est pas bien de célébrer et nous devons faire quelque chose de GRAND pour que le monde et ceux qui se réunissent pour célébrer Israël nous voient et nous entendent.

Nous avons eu cette idée et nous avons besoin de votre aide pour que cela se passe !

Le 15 mai, nous lancerons 21.915 (365 jours x 60 ans) ballons noirs dans les cieux de Jérusalem. Nous aspirons à obscurcir les cieux au-dessus des célébrations d'Israël pour faire savoir aux gens qu'il existe un autre aspect à l'histoire, un aspect de chagrin, de souffrance et de dépossession.

En même temps, chaque ballon sera porteur d'une lettre d'un (d'une) enfant palestinien exprimant son espoir pour l'avenir, pour faire savoir au monde que nous croyons en la justice et que nous en rêvons.

[edith rubinstein](#)

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Michèle Sibony : Véritable opération de blanchiment de l'histoire contre le peuple Palestinien.

L'anniversaire de la création d'Israël est en passe de devenir une célébration internationale. Par exemple un défilé est organisé le 1er juin prochain au coeur de Manhattan portant des bannières de grands portraits d'Israéliens anonymes ou célèbres, surmontés du titre : < visages d'Israël >. La volonté des organisateurs est d'affirmer que la société israélienne "...est une société similaire en de nombreux aspects à celle de New York - une fascinante combinaison d'immigrants qui sont venus ensembles pour créer une société aux facettes multiples. C'est l'histoire d'Israël". Cependant, dans la liste de portraits l'unique arabe israélien comme ils les appellent sera Rania Jubran une diplomate. (Israël conquiert la 5e avenue : Ynet 21 avril 2008) La Russie a prévu

d'être de la fête aussi avec un grand festival culturel destiné à célébrer la naissance d'Israël. Salons du livre, expositions, et événements festifs de toute sorte s'organisent dans tous les pays d'Europe.

Ce qui donnerait le meilleur contrepoint à ce concert mondial, c'est un double petit événement qui s'est passé en Israël dans la nuit du 24 avril et reporté par Haaretz. Quelques anarchistes contre le mur, accompagnés par un journaliste ami et sympathisant ont été < tagguer > à Jaffa, contre le défilé de commémoration de la... conquête de la ville en 48 programmé le lendemain par un groupe de droite le Etzel. Arrêtés par la police au milieu de la nuit ils sont emprisonnés. Dans la même nuit d'autres anarchistes contre le mur informés de l'arrestation s'emparent avec leurs amis palestiniens d'un avant-poste de colonie illégale une synagogue plantée sur une colline et que les colons n'occupent pas encore jour et nuit. Ils grimpent sur le toit décrochent le drapeau israélien et le remplacent par le drapeau palestinien. Les colons alertés arrivent de toute part. La bataille rangée commence colons contre colonisés et anarchistes. L'armée arrive et disperse les anarchistes contre le mur et les Palestiniens à coup de balles en caoutchouc.

Quelques éléments à tirer de cet événement presque anecdotique :

1 - Il s'agit en Israël de commémorer la conquête en faisant fi de toutes les violences qu'elle a causées, les centaines de milliers de palestiniens chassés, leurs biens détruits ou appropriés, des centaines de milliers puis des millions de Palestiniens en exil dans des camps de réfugiés, qui paient jusqu' aujourd'hui le prix de cette injustice. Eux qui vivent au Liban, en Syrie en Jordanie, dans les Territoires palestiniens occupés, en Israël même comme < citoyens >, n'existent pas et continuent d'être effacés des mémoires, de l'histoire, du présent. Ils devraient subir cette célébration de leur conquête et de leur dépossession en veillant à ne pas gâcher la fête. Tout cela dans un contexte non pacifié par un règlement du conflit, dans le respect du droit, ou une quelconque reconnaissance des torts causés, mais qui se caractérise au contraire par l' aggravation du sort des réfugiés du Liban, des Palestiniens des TOP et de la Bande de Gaza, et une remise en question permanente des droits des citoyens palestiniens d'Israël.

2 - La conquête n'est pas achevée et il s'agit de la continuer, Exactement comme le confiait Sharon en novembre 2001 au journal Haaretz : La guerre d'Indépendance n'est pas terminée. Non. 1948 n'était qu'un chapitre. Et il annonçait une seconde étape de colonisation d'au moins 50 ans. Ces deux phrases il les a martelées en Israël et dans toutes ses visites à l'Etranger. Les frontières d'Israël qui n'ont jamais été fixées, sont entrain d'être dessinées dans le sang et par la force, au mépris de toutes les lois, par le plus fort, contre le plus faible. Retrait unilatéral de Gaza qui fixe la frontière sud ? Mais l'armée israélienne conserve le contrôle terrestre aérien et maritime de toute la bande de Gaza et le gouvernement y a établi depuis des mois un siège ignoble qui affame toute la population hommes femmes et enfants, un million et demi d'habitants. En Cisjordanie, la colonisation se poursuit sans répit, et le mur réalise les enclaves prévues par le plan Sharon. Des gouvernements européens comme l'Allemagne, ou le Japon financent déjà la construction de zones industrielles côté israélien du mur en face des enclaves, participant activement à leur Banthoustonisation. Ces enclaves constituent ainsi des réserves de travailleurs dont on imagine les droits. Devant Kalkyilia, ville de 40 000 habitants complètement encerclée par le mur, la porte de la prison s'ouvre une demi heure le matin pour laisser sortir de la ville les travailleurs prisonniers, et elle se rouvre une demi heure le soir pour les laisser rentrer dans leur ville dortoir. Mais si vous dites Apartheid vous exagérez et vous êtes antisémite.

3 - Les commémorations internationales et nationales de la création d'Israël constituent ainsi une véritable opération de blanchiment de l'histoire telle qu'elle s'est passée : Il s'agit d'effacer de nier la Naqba palestinienne, l'expulsion massive 750 000 personnes, les massacres de Deir Yacine près de Jérusalem, de Tantoura près de Haïfa, de Dawaimeh, près de Hébron en 1948, puis de Kafr Kacem en 1956, et la seconde expulsion à l'occasion de la guerre de 67 d'encore 300 000 personnes. Oublier les expropriations de terres massives entre 47 et 49, celles des pourchassés qui se sont réfugiés dans les pays voisins mais aussi les terres des < présents-absents > (grâce à la loi éponyme qui exproprie tous ceux qui ont fui leurs villages sans pour autant quitter Israël, mais ne pouvaient être et pour cause, sur leurs terres et propriétés au moment défini par la loi. De tout cela il ne sera pas question. Après les historiens palestiniens, mais eux n'ont pas été entendus, les nouveaux historiens, dès l'ouverture des archives de 48 (notamment celles de l'armée) ont confirmé les faits, Ilan Pappé entre autre relate dans son dernier ouvrage < Le nettoyage ethnique de la Palestine > Fayard 2008 - avec minutie l'application du plan dalet, l'expulsion organisée et planifiée. Une terre sans peuple pour un peuple sans terre. C'est ce qui était nécessaire, dans la logique sioniste au moment du vote de la partition en 47 et c'est donc ce qu'il fallait fabriquer. Ne pas reconnaître ce passé, imposer la pérennité de la mythologie sioniste sur l'histoire c'est installer durablement toute la société israélienne dans un déni de la réalité et une autojustification des crimes dont on ne peut mesurer les conséquences qu'avec frayeur. La première de ces conséquences est l'incompréhension totale du présent. Que de fois n'est-on surpris d'entendre justifier les crimes d'aujourd'hui par une position de victime, où l'agresseur est présenté comme celui qui se défend pour survivre à l'extermination.

4 - Ces commémorations veulent aussi blanchir le présent : celui de la colonisation qui continue, qui n'a jamais cessé, de la destruction de l'économie et de la société palestinienne, des milliers de prisonniers, des milliers de civils désarmés tués, dans les TOP, de l'ignoble siège d'un million et demi de civils sans défense à Gaza. La politique de plus en plus ouvertement discriminante à l'égard des palestiniens d'Israël. C'est tout cela que la célébration israélienne passe à la lessiveuse, entérinant la morbidité d'une société élevée dans le déni de sa propre histoire et de son présent et l'angoisse fabriquée de l'anéantissement, nécessaire car c'est cette angoisse qui permet de tout justifier, et de tolérer l'intolérable.

L'active complicité de la plupart des gouvernements européens et de celui des Etats-Unis dans cette grande opération de blanchiment révèle à la fois combien l'idéologie sioniste qui s'est appuyée sur les conséquences de

l'antisémitisme européen qu'elle a érigées en chantage permanent a réussi, et combien les < démocraties > néolibérales d'aujourd'hui engagées dans la destruction de tous les droits humains, sociaux, politiques, économiques, dans la destruction de l'environnement et la recolonisation de zones énormes du monde, se reconnaissent dans un tel modèle. Sans abris, sans papiers, sans travail sans sécu sans retraite, les sans voix, les sans droits abondent aujourd'hui dans nos sociétés et se multiplient, la figure du Palestinien n'est - elle pas le parfait modèle de ce dénuement ? L'effacer le nier, c'est nier pour ces gouvernements scélérats leurs propres oeuvres quotidiennes, les rendre invisibles. Admirer la force du plus fort, le laisse frapper et frapper encore, et dicter l'histoire comme il édicte le présent, c'est ce que le néolibéralisme veut nous imposer : Une épouvantable régression, la fin du droit international, la fin des droits tout court. Les prestations récentes du président français, en Chine et en Tunisie le montrent, dans leur monde il n'y a pas de place pour les droits humains. Panem et circenses ? Les émeutes de la faim qui se multiplient dans le monde montrent qu'il n'y aura pas de pain pour tout le monde.

La volonté d'effacement des Palestiniens constitue le principal enjeu de la fête, avec la célébration par l'Occident du modèle qu'il a largement contribué à forger et qu'il revendique aujourd'hui comme universel : Apartheid, négation de l'autre, écrasement du droit par la force. Célébrer cela ? Sûrement pas. La voix palestinienne doit être portée haut et fort dans le monde avec tous ceux qui refusent le négationnisme dans tous ses aspects, et qui refusent le projet de société d'un Bush ou d'un Sarkozy... Les quelques dizaines de jeunes anarchistes israéliens contre le mur, bien qu' élevés dans la mythologie sioniste, ont réussi à ouvrir les yeux sur l'autre, le camarade palestinien colonisé, et ils ont choisi leur camp : celui d'un Avenir avec les Palestiniens sans murs, dans l'égalité la dignité et le respect. C'est ce programme qui doit être célébré, parce que c'est la seule perspective d'avenir pour cette région, et pour nous tous où que nous vivions.

Michèle Sibony

3 mai 2008

Mercredi 30 Avril 2008